

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



DÉCLARATION DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE CONSEIL DE SÉCURITÉ

NEW YORK, 28 Octobre 2025

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs

Je vous remercie de me donner la parole.

Permettez-moi, tout d'abord, au nom du Gouvernement et du peuple de la République centrafricaine, de vous féliciter pour votre présidence du Conseil de sécurité pour ce mois d'octobre. J'exprime également nos remerciements les plus sincères à Madame Valentine Rugwabiza, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MINUSCA pour la présentation détaillée du rapport du Secrétaire général sur la situation dans notre pays et pour son engagement constant et son leadership éclairé.

La République centrafricaine rend également hommage à l'ensemble des femmes et des hommes, civils et militaires, qui servent sous le drapeau des Nations Unies dans des conditions souvent difficiles. Nous saluons avec une profonde émotion la mémoire des Casques bleus et du personnel humanitaire tombés dans l'accomplissement de leur mission pour la paix et la dignité humaine en terre centrafricaine.

Nous exprimons enfin notre gratitude à l'ensemble des membres du Conseil de sécurité pour leur accompagnement constant, ainsi qu'aux partenaires bilatéraux et multilatéraux, pour leur solidarité fraternelle. Grâce à ce soutien collectif, notre pays continue de franchir des étapes décisives vers la stabilité, la réconciliation nationale et le développement durable.

Monsieur le Président,

Distingués membres du Conseil,

Au moment où la République centrafricaine poursuit avec courage sa marche vers la paix et la reconstruction, notre pays enregistre des avancées significatives qui méritent d'être saluées et consolidées. Ces progrès, souvent fragiles mais profondément enracinés dans la volonté populaire, traduisent la détermination du Président Faustin-Archange Touadéra et de son Gouvernement à transformer les dividendes de la paix en réalités tangibles pour nos concitoyens.

Sur le plan politique, le retour officiel des groupes armés 3R et UPC au sein de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, signé à Khartoum en 2019, constitue un tournant décisif dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration. Cette adhésion renouvelée, soutenue par nos partenaires régionaux, notamment le Tchad, redonne une dynamique positive au dialogue national et renforce la crédibilité de la démarche de réconciliation engagée par le Chef de l'État.

Mais la paix, pour être durable, doit s'enraciner dans le développement. C'est pourquoi la tenue, les 14 et 15 septembre derniers, à Casablanca, de la Table ronde sur le **Plan national de développement 2024–2028** marque une étape historique. Sous le haut patronage du Président de la République et avec l'appui du Royaume du Maroc, cette rencontre a permis de mobiliser **9,6 milliards de dollars de promesses de financement**, un témoignage éloquent de la confiance retrouvée de la communauté internationale envers la vision centrafricaine d'un développement inclusif et durable.

Ce moment est porteur d'espérance. Il démontre que la République centrafricaine, longtemps perçue à travers le prisme du conflit et de la fragilité, devient aujourd'hui un espace de solutions et de résilience. Les partenaires bilatéraux, les institutions financières internationales et le secteur privé ont répondu présents pour soutenir la mise en œuvre d'un **agenda de reconstruction fondé sur la sécurité, la gouvernance et la croissance partagée**.

Monsieur le Président,

Comme le dit Paul Collier "*Les nations qui sortent du conflit n'ont pas seulement besoin d'aide humanitaire, mais d'opportunités économiques structurantes pour briser le cycle de la pauvreté et de la violence*". C'est précisément ce que notre Plan national de développement s'efforce de réaliser. Il crée les conditions d'un nouveau contrat social où chaque citoyen, qu'il soit de Bangui, Bambari ou Birao, se reconnaît dans la reconstruction du pays.

Les investissements annoncés à Casablanca, dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé représentent une **traduction concrète de la paix**, un passage du silence des armes à l'action du développement. Ces avancées, bien que considérables, appellent à être accompagnées. Elles exigent une

continuité d'appui technique et financier afin que les promesses se transforment en projets, et que les projets deviennent, pour le peuple centrafricain, des perspectives d'avenir. Car, *la paix n'est jamais acquise par la seule absence de guerre, mais par la création d'un environnement économique où les citoyens ont plus à gagner dans la stabilité que dans la rébellion.*

La République centrafricaine avance sur ce chemin avec lucidité et détermination. Elle le fait avec le soutien constant de la MINUSCA, de ses partenaires régionaux et de l'ensemble de la communauté internationale. Notre responsabilité collective est aujourd'hui d'entretenir cette dynamique, pour que les fruits du dialogue et du développement consolident définitivement la paix et ouvrent la voie à une prospérité durable.

Monsieur le Président,

Distingués membres du Conseil,

Les progrès économiques et politiques que je viens d'évoquer n'auraient aucun sens s'ils ne s'accompagnent pas d'un approfondissement de la démocratie. Car le développement, pour être durable, doit s'enraciner dans la légitimité des institutions et la confiance des citoyens envers l'État. C'est dans cette perspective que la République centrafricaine se prépare à organiser, le **28 décembre prochain**, des **élections présidentielles, législatives, régionales et municipales** d'une portée historique.

Ces élections constituent **le socle sur lequel reposera la stabilité politique et la réconciliation nationale** dans les années à venir. Après des décennies d'instabilité, de fractures et de méfiance, le peuple centrafricain s'apprête à se prononcer librement sur l'avenir de son pays, dans un climat de sécurité et de responsabilité retrouvé.

Le Gouvernement, sous la conduite du Président de la République, a pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir la **transparence, la crédibilité et l'inclusivité** du processus. Grâce à l'appui technique de la MINUSCA et du PNUD, la **liste électorale définitive compte désormais près de 2,4 millions d'électeurs**, dont **près de la moitié sont des femmes**. Ce progrès témoigne non seulement d'un

élargissement de la participation citoyenne, mais aussi d'un engagement profond en faveur de la représentation des jeunes et des femmes dans la vie politique nationale.

Nous avons conscience que ces élections se dérouleront dans un contexte complexe, marqué par des **contraintes budgétaires**, des **attentes sociales fortes**, et des **tensions régionales** liées à des crises voisines. Mais nous demeurons convaincus que la réussite de ce processus électoral est la **clé de voûte de notre sortie durable de crise**. C'est pourquoi l'État centrafricain y consacre déjà une part importante de ses ressources, en dépit d'une marge budgétaire étroite, et que nous appelons une fois encore nos partenaires à combler le **déficit de financement estimé à 12,4 millions de dollars** pour permettre la tenue de scrutins véritablement libres et paisibles.

Monsieur le Président,

Alors que la République centrafricaine s'apprête à franchir une nouvelle étape décisive de son histoire politique avec la tenue des élections générales de décembre prochain, le rôle de la **Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA)** demeure plus que jamais essentiel.

Nous sommes conscients que notre Organisation traverse une période de profondes contraintes budgétaires, marquée notamment par une **réduction importante des budgets consacrés au maintien et à la consolidation de la paix**. Mais permettez-moi de le dire avec la gravité qu'impose le moment : **ce recul des moyens de la paix ne doit pas se traduire par un recul de la paix elle-même**.

C'est d'ailleurs dans cet esprit de vigilance et de responsabilité que Son Excellence le Professeur Faustin-Archange TOUADÉRA, Président de la République, a récemment adressé une lettre au Président du Conseil de sécurité, afin d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les risques majeurs que ferait peser une telle réduction sur la stabilité du pays et sur la continuité de la paix.

Dans cette correspondance, le Chef de l'État a rappelé avec lucidité que le coût de la paix reste toujours inférieur à celui du

retour à la guerre, et que la solidarité internationale ne doit pas s'éroder au moment même où les fruits du dialogue et de la réconciliation commencent à émerger.

Monsieur le Président,

La République centrafricaine est aujourd’hui l’un des rares exemples où une **Mission de maintien de la paix** a su, en dépit d’un environnement parmi les plus complexes au monde, **restaurer l’espoir, rétablir la présence de l’État, et protéger des millions de civils**. Sous la direction remarquable de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Valentine Rugwabiza, la MINUSCA a démontré qu’une approche intégrée, combinant sécurité, gouvernance, droits humains et appui au développement, pouvait transformer une mission onusienne en véritable partenaire de reconstruction nationale.

Grâce à son accompagnement, **plus de 700 ex-combattants ont été désarmés et réinsérés depuis juillet 2025**, **des juridictions ont rouvert dans les préfectures, les forces de défense et de sécurité ont été redéployées dans les zones jadis inaccessibles**, et surtout, **le processus électoral** que nous nous apprêtons à conduire a pu être préparé dans des conditions de sécurité sans précédent depuis plus d’une décennie.

Réduire aujourd’hui les capacités de la MINUSCA, ou son mandat, reviendrait à affaiblir les fondations mêmes de la stabilité que nous avons patiemment bâtie. Une telle décision aurait un **impact direct sur la sécurité des civils, sur la crédibilité du processus électoral**, et sur la confiance que le peuple centrafricain place dans les Nations Unies.

C’est pourquoi, **nous appelons solennellement le Conseil de sécurité à renouveler sans équivoque le mandat de la MINUSCA**, conformément à la recommandation du Secrétaire général, jusqu’au **15 novembre 2026**, avec des moyens adéquats et prévisibles, à la hauteur de ses missions et des attentes du peuple centrafricain.

Monsieur le Président,

L’histoire jugera notre capacité collective à **protéger les avancées de la paix lorsque les vents du désengagement soufflent**. Pour la République centrafricaine, la MINUSCA est un **symbole de la promesse faite par les Nations Unies à un peuple meurtri**, celle

que la communauté internationale ne tournera pas le dos à ceux qui ont choisi la paix plutôt que la guerre.

Renouveler son mandat, c'est honorer cette promesse. C'est donner aux Centrafricains les moyens de traverser pacifiquement cette année électorale cruciale. C'est, enfin, réaffirmer la foi du Conseil dans la valeur universelle de la solidarité et du multilatéralisme, ces piliers sans lesquels il ne saurait y avoir ni stabilité, ni dignité, ni avenir partagé.

La MINUSCA n'est pas seulement une présence militaire : elle est un **lien vivant entre l'espérance d'un peuple et la promesse des Nations Unies**.

La renouveler, c'est protéger non seulement un pays, mais aussi **une idée : celle que la solidarité internationale demeure possible, même dans un monde en turbulence**.

Monsieur le Président,

La paix en République centrafricaine ne saurait être perçue comme un bien isolé, détachée du contexte régional dans lequel elle s'inscrit. Elle est, au contraire, intimement liée à la stabilité de l'ensemble du bassin sahélio-centrafricain, dont les fragilités se nourrissent et se propagent d'un territoire à l'autre.

Ces derniers mois, notre pays a enregistré **une amélioration tangible de la situation sécuritaire dans le centre et l'ouest**, notamment à la suite du **retour des groupes 3R et UPC** dans le processus de paix et du **lancement du programme de désarmement, démobilisation et réintégration**, soutenu par la MINUSCA. Toutefois, **la persistance d'incursions transfrontalières** en provenance du Soudan, notamment dans la préfecture de Vakaga, ainsi que les **mouvements armés résiduels dans le Haut-Mbomou**, continuent de représenter une menace réelle pour la stabilité nationale.

Ces défis rappellent la nature **transnationale des insécurités contemporaines**, où la porosité des frontières rend la paix d'un pays tributaire de celle de ses voisins. C'est pourquoi la République centrafricaine plaide pour une **approche régionale concertée**, fondée sur la coopération entre les États du bassin du Tchad, du Soudan et du Congo, dans le cadre d'une diplomatie de voisinage responsable.

Sous l'impulsion du Président Touadéra, la République centrafricaine a choisi la voie du dialogue et de la coopération, en travaillant étroitement

avec ses voisins, afin de consolider les efforts conjoints de stabilisation et d'éviter toute dérive transfrontalière des violences. Car la sécurité, dans notre région, n'est jamais une victoire solitaire : elle est le fruit d'une solidarité collective.

Monsieur le Président,

La République centrafricaine se tient aujourd'hui à un **carrefour de son histoire** : un moment où les promesses du dialogue, du développement et de la démocratie se rejoignent, mais demeurent encore fragiles.

Nous appelons la communauté internationale à continuer d'être à nos côtés, non par charité, mais par **solidarité de destin**. Car le sort de la République centrafricaine illustre, à bien des égards, la bataille que mène le multilatéralisme lui-même : celle de prouver que la coopération demeure plus forte que la fragmentation du monde.

À l'heure où se multiplient les crises et où certains doutent de la pertinence des Nations Unies, notre pays veut rappeler, que les **Nations Unies est encore capable d'apporter la paix, la dignité et l'espérance**.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de conclure par une conviction simple : si la paix en République centrafricaine venait à chanceler, c'est une part de la crédibilité du système international qui vacillerait avec elle.

Mais si, ensemble, nous la consolidons, alors nous prouverons qu'il est encore possible, dans un monde fragmenté, de bâtir **une communauté de destin fondée sur la foi en l'humanité**.

C'est cette foi que la République centrafricaine porte aujourd'hui devant vous.

Et c'est avec cette foi qu'elle poursuivra, avec humilité mais détermination, **son chemin vers la paix durable, la justice et le développement partagé**.

Je vous remercie.